

LE REVEIL DE

SAMEDI 2 AVRIL 1977

N° 13

Prix : 50 FD

REDACTION ET ADMINISTRATION : BP 32 - Place Ménélik - Tél. 29.01

HEBDOMADAIRE

ACCRA : les conversations se poursuivent malgré les divergences de vue

La conférence d'Accra s'est ouverte lundi sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine. Cette réunion a pour objet de tenter de rapprocher les points de vue entre les différentes tendances du territoire. Le souhait de l'OUA est de voir se réaliser l'unité la plus large possible avant la proclamation de l'indépendance de manière à éliminer les risques de conflits à l'intérieur du nouvel Etat souverain.

Le principe de cette table ronde avait été décidé lors du 27^e sommet de l'Organisation tenu à Port-Louis en juillet dernier.

Tous les partis politiques de Djibouti participent à ces entretiens.

L'OUA est représentée par huit personnalités de pays africains qui en mai 1976 avaient mené une mission d'enquête dans le TFAL. Il s'agit des délégations d'Egypte, Guinée, Libye, Mozambique, Sénégal, Tanzanie, Ouganda et Zaïre.

M. Peter Onu, secrétaire général adjoint de l'OUA assiste également aux travaux. La conférence est présidée par le colonel Roger Falli, ministre ghanéen des Affaires

étrangères. Des délégations éthiopienne et somalienne sont, en outre, arrivées dans la capitale ghanéenne et tiennent des débats.

Dès le début des discussions deux camps sont apparus : les signataires des accords de Paris et ceux qui avaient refusé de se rendre aux conversations organisées par le gouvernement français.

Pour le président du Conseil de gouvernement M. Abdallah Kamil, la LPAI et une partie de la majorité parlementaire, il ne saurait être question de remettre en cause les acquis de Paris alors que la MPL, l'UNI, le MLD et le FLCS contestent certaines dispositions des accords conclus dans la capitale française en particulier le système électoral qui a été choisi.

Le MPL, l'UNI et le MLD auraient souhaité que soient conservées les circonscriptions distinctes (Djibouti, Tadjourah - Obock, Ali Sabieh, Dikhil) et que les élections aient lieu après l'indépendance. Les trois partis auraient, toutefois, renoncé à cette exigence au cours des entretiens.

De son côté, le FLCS s'est déclaré partisan de la cir-

conscription unique sans tenir compte de dosage ethnique.

Une identité de vue se serait cependant dégagée pour ce qui concerne les dates de la consultation populaire et de l'indépendance.

Toutes les formations politiques auraient également approuvé un texte condamnant toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Territoire.

Une proposition de l'OUA tendant à créer un « Front uni du Peuple de Djibouti » et une commission politique nationale aurait été approuvée par le Front uni (LPAI, majorité parlementaire, FLCS) mais refusée par l'UNI, le

MPL et le MLD. Ces trois mouvements n'auraient accepté ce projet, qui ne remettait pas en question les accords de Paris, que si l'autre partie s'était engagée à défendre leur point de vue auprès du gouvernement français.

Le document de l'OUA établi dans la journée de jeudi par les membres de la commission d'enquête, le comité de décolonisation ainsi que par le colonel Fell, met l'accent sur la nécessité d'une juste représentation de tous les partis sur la liste électorale commune.

Vendredi, le dialogue devait se poursuivre pour essayer d'aboutir à une entente.

Le nouveau gouvern

C'est assurément la disparition des trois ministres d'Etat, MM. Lecanuet, Poniatowski et Guichard, qui est le fait marquant de ce remaniement. En écartant du gouvernement les représentants des trois formations politiques de la Majorité, le président de la République a voulu mettre un terme à la polémique opposant

le chef de l'Etat à mis l'accent sur la nécessité d'union. Selon M. Giscard d'Estaing c'est la division entre partisans de la Majorité présidentielle qui est à l'origine du revers des élections municipales.

« Les mouvements politiques, a précisé, le président de la République, ont assurément